L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 JUILLET 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
RÉDACTEURS-PROPRIÉTAIRES:
G. F. WEISSE, E. DUFOUR.
E. DUVERGER, S. HARLY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 15 JUILLET 1858.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour :

Par DELAUNAY et ST-ROMAIN, magnifiques meubles français, de premier choix ;
Par BERNARD, TUREY, & Co—Beau de-vie françaises, vins, &c.
Par E. FERNANDEZ—Epiceries et meubles.
Par PRIVAULT, HYER & Co—Brin, coton blanc et écru, &c.
Par N. VIGNE—Continuation de la vente de cuirs et de marchandises sèches, au No 81, rue de Chartres.

Guerre des Indiens.

Les tribus sauvages disséminées dans cette partie du continent américain qui relève de l'autorité fédérale ont formé contre les State Unis une ligue formidable. Un agent du gouvernement écrivait dernièrement d'Utah que les Indiens de ce territoire étaient beaucoup plus à craindre que les Mormons et qu'ils n'attendaient contre les Américains des projets de vengeance qu'ils chercheraient indubitablement à mettre à exécution à la première occasion favorable. Les tribus du nord du Minnesota sont animées de dispositions non moins hostiles et ont déjà pris les armes. Les Comanches continuent on le sait, à désoler les frontières du Texas et à attaquer les convois qui traversent les plaines. Les Sioux, les Navajos et les Ayaches se préparent aussi à la guerre. Malheur aux voyageurs égarés qui tomberont entre leurs mains ! Les Indiens de la Californie qui avaient signé avec les Américains un traité de paix l'ont violé récemment et ont recommencé les hostilités.

Mais c'est surtout dans l'Orégon que le soulèvement des tribus a pris des proportions inquiétantes. Nos troupes y sont continuellement menacées et, au lieu de prendre vigoureusement l'offensive, elles sont obligées de se retrancher pour échapper à une irréparable catastrophe. L'Orégon renferme vingt mille guerriers sauvages, et Washington, situé au nord, vingt deux mille. Ces indiens, que le contact de la civilisation n'a pas encore dégradés, ont conservé toutes les qualités et tous les vices qui distinguaient primitivement les indigènes : ils sont riches, braves et orgueilleux. Ils sont commandés par des chefs habiles qui, grace à leur éloquence, exercent sur leurs tribus une influence extraordinaire.

On sait que les Indiens ne se considèrent pas liés par les plus solennels traités et qu'ils ne se observent qu'autant que leur intérêt y trouve son compte. Dès que la convention les contrarie ou leur devient simplement inutile, ils la foulent aux et pieds pillent, torturent et massacrent ceux qui la veille encore ils accablaient de protestations d'amitié.

C'est ainsi qu'en ont agi avec les Américains, depuis l'organisation de l'Orégon en territoire, les sauvages qui habitent cette lointaine contrée. En 1855, deux mille cinq cents guerriers apparurent soudainement sur la rive droite du fleuve Puget Sound et attaquèrent impétueusement les colons qui eussent tous été exterminés sans l'énergie et le courage de quelques uns de ces derniers qui eurent organiser sans délai une résistance imposante.

La guerre a continué presque sans interruption depuis cette époque, mais les hostilités sont devenues récemment beaucoup plus vives ; il est facile d'apercevoir, par les symptômes que nous avons signalés plus haut, qu'il ne s'agit plus d'un soulèvement local et partiel, mais d'un mouvement général comprenant toutes les tribus répandues dans l'Ouest et s'étendant à tout le pays que ces tribus habitent. La découverte de l'or dans le sud de l'Orégon et celle des riches placers de la rivière Frazer ont excité la convoitise des indiens qui, voyant ce que font la richesse dans les mains des Américains, et naturellement qu'en la leur arrachant ils attendraient au même degré de puissance.

Les sauvages de l'Orégon et ceux de Washington n'ont jamais été d'accord et leurs querelles ont souvent dégénéré en guerres sanglantes, mais ils ont imposé silence à leurs ressentiments et consenti à oublier leurs griefs réciproques pour se liguer contre les Américains. Les chefs ont visité tous les villages et tous les campements pour exciter les esprits et organiser une formidable coalition. Ils ont déclaré que le gouvernement des Etats Unis avait résolu de les transporter loin des leurs forêts natales dans un pays de feu où ils périraient tous misérablement. Ces paroles perfides répétées sans cesse par les orateurs sauvages ont frappé les indiens d'une sorte de terreur superstitieuse et leur ont inspiré la détermination de finir avec nos compatriotes.

Si le nombre des colons ne s'était pas accru considérablement depuis deux ans, il est probable que les blancs habitant le territoire auraient tous été massacrés. Mais la population locale, grâce à la découverte de riches gisements aurifères dans le Sud et dans le nord de l'Orégon, s'est quadruplée et est maintenant assez forte pour lutter sans désavantage contre les indiens. Le habitants ont organisé des corps de volontaires qu'ils attendent plus l'ennemi mais vont l'attaquer sur son propre terrain. Ils ont éprouvé quelques sanglans revers, mais ils les ont réparés, et leur supériorité dans l'usage des armes à feu leur a donné sur les indiens un immense avantage. L'effectif des troupes fédérales dans le territoire est actuellement de quelques colons ont cessé de compter sur leur concours depuis qu'ils se sont chargés du soin de leur propre défense, il sont mieux préparés et surtout d'un pied de repos.

La guerre qui sévit dans l'Orégon et qui éclatera bientôt, selon toute apparence, dans les autres régions habitées par les Indiens, dont elle poussée vigoureusement par les Américains, elle veulent bâter l'époque du rétablissement de la paix. Nous avons de nombreux griefs contre certaines tribus, et comme la force seule impose aux sauvages, il est urgent que le gouvernement évite les demi-mesures et les transactions, et frappe au cœur un grand coup. Pendez de vive force dans un village indien, incendiez les huttes, détruisez tout ce qui appartient à l'ennemi, faites prisonniers les femmes et les enfans, et au lieu de songer à se venger, les indiens vous respecteront et solliciteront votre amitié. On ne conquiert leur affection et leur estime qu'à coups de sabre et de carabine. Il n'y a qu'un moyen d'empêcher la guerre qui se prépare de devenir formidable, c'est de décourager les tribus les plus belliqueuses par quelques actes de vigueur. Nous espérons que le gouvernement enverra dans les terres rouges d'Orégon et de Washington des forces suffisantes pour châtier les indiens et désarmer sur-le-champ toute coalition.

ERRATA.—*L'Africa* a apporté la nouvelle que d'autres secousses de tremblement de terre s'étaient fait sentir à Naples. De terribles ouragans ont causé de nombreux désastres en Italie : à Sala cinquante maisons ont été renversées. Plusieurs villages ont été entièrement détruits. Les derniers avis de Calcutta sont du 14 mai. Nena Sahib a fait une démonstration contre Shahjehanpore, mais a été repoussé. Vingt mille rebelles menaçaient Lucknow. Sir Colin Campbell a traversé le Gange. La chaleur est accablante dans l'Inde et les troupes anglaises sont décimées par les maladies. Une conspiration ourdie par le 6e régiment d'infanterie indigène du Punjaub a été heureusement découverte. Le rajah Shunda s'est insurgé à Hyderabad. Les Chinois désertent Canton.

NOUVELLES DE L'OUEST.—Le gouvernement a envoyé au général Harney l'ordre de placer en garnison dans le territoire d'Utah huit compagnies du 2e dragons, les corps d'artillerie des majors Phelps et Reynolds ainsi que le 7e régiment d'infanterie.—Le 1er régiment de cavalerie restera dans les plaines pour tenir les indiens en échec.—Le 6e ou 7e d'infanterie se rendra dans l'Oregon pour aider à soumettre les sauvages.—L'artillerie des majors Barry et Hunt retournera au fort Leavenworth.—Les ingénieurs qui accompagnent un bataillon du 6e d'infanterie retourneront à Westpoint après avoir ouvert un chemin du camp Scott à travers la Passe Cheyenne.—Les troupes venues d'un Nouveau Mexique sous les ordres du capitaine Marcy retourneront dans ce territoire.—Le brigadier général Harney retournera à St. Louis pour prendre le commandement du département de l'Ouest, à moins qu'il de reçoive d'Utah des nouvelles qui y rendent sa présence nécessaire.

L'ARMÉE D'UTAH.—Aux dernières dates, le général Harney, qui doit prendre le commandement de l'armée d'Utah, se trouvait sur la rivière Little Blue. Les troupes sont animées des meilleures dispositions.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

EMEUTES AU CANADA.

Toronto (Canada), 14 juillet.—Des sérieuses émeutes ont éclaté ici, depuis plusieurs jours, dans le parti des "Orangemen." Lundi et mardi soir plusieurs personnes ont été tuées par des armes à feu. Cette émeute était tellement sérieuse qu'on a dû faire prendre les armes aux troupes.

Nouvelles de Leavenworth.

St-Louis, 14 juillet.—Les ordres sont parvenus au fort Leavenworth pour faire sortir les troupes du fort Scott, et ordonner à la batterie d'artillerie du major Shonnac de se rendre au Minnesota.

BATEAUX A VAPEUR.

St Louis, 14.—L'Imperial et le Hiawatha sont arrivés ici. Le Falls City est parti pour la Nlle Orléans.

Vicksburg, 14.—Le Woodford est passé ici, descendant, à 5 heures de l'après-midi; le James Montgomery à 8 P. M.

LES STEAMERS COLLINS.—La *Tribune* de New York nous apprend que les steamers de la ligne Collins reprendront, selon toute probabilité, leur service entre New York et l'Angleterre. Il paraît que Brown Brothers qui avaient contre les bâtiments dont il s'agit une hypothèque de cinq cent mille piastres ainsi que d'autres réclamations, en vertu desquelles les steamers furent saisis et vendus, possédaient aussi dans la compagnie $600.000 d'actions. Or, aux termes de la charte, les actionnaires sont responsables vis-à-vis des créanciers de la compagnie, jusqu'à la concurrence du double de leurs actions. C'est pourquoi MM. Brown ont proposé, depuis la vente des steamships, de renoncer à leurs actions et de rendre les navires si la compagnie leur paie ce qui leur était dû au moment de la vente et consent à les affranchir de toute autre obligation. Les principaux actionnaires aux Etats-Unis ont déclaré qu'ils accepteront cette proposition si le département des postes à Washington les autorise à substituer Southampton à Liverpool, comme port d'arrivée en Angleterre.

☞Nous appelons l'attention du public sur la vente de chevaux qui doit avoir lieu aujourd'hui à 10 heures A. M., rue Bourbon entre les rues Dumaine et Ste-Anne, ancienne demeure du juge Derbes, par le ministériel de Messieurs Davergès à St Romes, encanteurs.—La vente sera faite sans réserve, attendu que le propriétaire est parti pour l'Europe.

La Patrie publie sous ce titre : *La situation politique du gouvernement impérial*, un article dans lequel on lit les passages suivants :

"L'arrivée au ministère de l'intérieur de l'honorable M. Delangle marque une situation politique nouvelle. Nous n'avons pas à insister sur nos appréciations à l'égard du nouveau ministre. C'est surtout vis à vis des hommes qui s'élèvent que l'éloge doit être sobre, car il est facilement pris pour de l'adulation, et alors il est sans utilité pour celui qui le reçoit et sans dignité pour celui qui le donne. Le sentiment universel de satisfaction qui a accueilli la nomination de M. Delangle est, d'ailleurs, la plus haute comme la plus flatteuse consécration du choix de l'Empereur. Cela suffit.

"Mais, aux yeux de l'Europe comme aux yeux de la France, cette substitution d'un homme d'état, un général, a une grave signification, sur laquelle il n'est peut-être pas inutile de s'arrêter. Nous ne saurions aborder ce sujet sans dire un mot d'abord de certaines appréciations singulièrement exagérées sur l'administration si passagère du général Espinasse. Pendant tout le temps qu'a duré le pouvoir du général, il a été l'objet de ses courtisans. Nous n'avons pas dit un mot pour glorifier la politique de répression. Nous nous sommes même permis de contredire, avec une respectueuse indépendance, des mesures prises par lui. Mais il n'est pas de notre devoir de juger de son zèle, ni de meurtri la conscience de l'opinion ; il n'est pas vrai de dire que nous sortions d'une dictature militaire. Cette dictate, la présence d'un soldat à la tête de l'administration était un fait anormal qui pouvait froisser et inquiéter l'esprit public en France, mais il faut convenir qu'il y a eu plus de peur que de mal.

"Les ennemis du régime impérial, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ont essayé d'accréditer pour lui nuire, la chose qui pouvait lui faire le plus de mal. Ils ont dit que la nature même de ce gouvernement, son origine, ses traditions, le poussaient au despotisme.

Nouvelles Diverses.

—L'Empereur, en annonçant au général Espinasse qu'il était remplacé, lui avait écrit en substance, dit-on, qu'il tenait compte de son dévouement et de ses services, mais qu'il devait tenir compte en même temps de l'opinion qui pervertait à ne pas accepter l'éloge qui semblait toujours placer sur la France du haut du ministère de l'intérieur. Le général Espinasse qui, prédemment, comme on sait, avait refusé la démission d'argent à l'aide de faux prétextes.—Mason a été dit récemment dans le recorder Summers. L'adjudant, fait par lieutenant P. H. Stevens, de l'armée des Etats-Unis, déclare que le 12 du courant il se fit passer pour le cousin de George Mason, de Gaiveston, et se rendit à la prison où il demanda à voir Mason, qui le plaignant lui prêta 15 piastres et découvrit plus tard que Mason avait abusé de sa bonté. Le fait est prouvé.

J. Brooks, sergent, déclara que James Cragin a assommé et volé tuer Peter Drisdale, marin suédois, dans le cachot du Troisième District.

Le recorder Adams a condamné à cinq piastres d'amende et aux frais du procès un marin qui, dans un café et s'était retiré sans payer.

Jack Graham est accusé d'avoir menacé de tuer Mike Kenny à coups de poignard.

Jack Lynch a été envoyé devant la Première Cour de District pour avoir assailli Mike Kenny à coups de poing, faute d'un cautionnement de $500.

CACHOT EN MAUVAIS ETAT.—M. Fabiani, sergent de police du Deuxième District, déclare que le cachot du poste n'est pas en état, vu l'eau état qu'il est impossible d'y garder plus long-temps les prisonniers.

NOYÉ.—Les officiers de police Cragin et Nelson ont retiré aujourd'hui du canal John Welch s'est noyé, hier vers 3 heures, en face du poteau N. 39, premier district. Il se baignait nu, et voyant venir à lui ces officiers qui voulaient l'arrêter pour avoir enfreint les ordonnances, il a voulu gagner le large à la nage et s'est noyé.

BLESSÉ.—M. Wm P. Grayson a été blessé hier après-midi, rue des Magasins, par un jeune homme nommé James Taylor, qui est marié avec sa nièce. M. Grayson a reçu un coup de couteau dans le côté droit, au dessus de l'os, et a été emporté chez lui sans connaissance. Taylor a été arrêté sous l'accusation, faite par le chef de la police, d'assaut avec une arme dangereuse avec intention de commettre un meurtre. Nous n'avons rien appris sur la cause de cette affaire.

FEUILLETON.

LE BONHOMME NOCK.

XVII—(Suite.)

DERNIÈRES PRÉCAUTIONS.

—La révolution avait volé tout cela, interrompit la marquise, et la restitution n'était pas juste. M. de Talleyrand, qui je n'aime pas, pour toutes ses apostasies, n'a rien fait de moins mal dans sa vie. D'ailleurs le roi l'a expulsé de son conseil; que veut-on de plus ?

—On se plaint du traité et des conventions du 20 novembre d'autre part, qui ont encore enlevé un demi-million d'habitants à la France et quatre places, notamment Sarrelouis qui, par le renforcement que quatre mille âmes, a fourni à nos armées, de 1792 à 1815, un maréchal, cinq généraux, vingt-deux colonels et cent cinquante officiers...

—Ne dirait-il pas un enfantement bien laborieux ! Je conseille à Sarrelouis de se vanter du maréchal Ney.

—Ah ! Maurice, reprit la marquis avec sévérité, dites des vivans tout le mal que vous voudrez, mais respectez les morts. Notre histoire n'accuse jamais sans rougir que le canon de la Bérézina a eu pour funèbre écho le feu de peloton de l'Observatoire. Ce sont ces terribles colères du parti royaliste qui donnent dans ce moment des armes à la révolte. Sarrelouis était une ville d'autant plus française que Louis XIV l'a bâtie.

—Ils disent encore, reprit Maurice, venant au secours de la marquise un peu troublée, que, pendant cinq mois, le gouvernement du roi a accordé plus de titres nobiliaires que pendant les deux derniers siècles de la monarchie, et plus de croix d'honneur que pendant douze ans de régime impérial.

—Le grand désastre ! marmotta Mme de Lauzane. Que voulez-vous qu'on en fasse, de la croix d'honneur, et ce n'est de la jeter aux ânes qui la ramassent ?

—Enfin, continua le chevalier, ils enragent de ce qu'ont acté à la France les soixante mille alliés qui ont occupé son territoire. Ils disent qu'on écorchera bientôt nos paysans pour, de leur peau, couvrir les tambours de nos amis; ils citent des faits curieux pour attester la rapacité des officiers et soldats de Blucher, pour qui le moindre lapin devient prétexte à contribution de guerre. Vingt sept jours de l'occupation d'Orléans, par exemple, ont arraché à cette ville plus de deux millions, non compris les frais imposés à chaque habitant pour la nourriture et l'entretien des garnisaires logés à raison de dix et douze hommes par maison...

—Il faut bien les faire vivre, ces braves gens ! Ils ne sont pas venus ici pour leur plaisir.

—Je voudrais qu'ils n'y fussent pas venus pour le roi de France, riposta le marquis, riant sous cape.

—Ah ! Monsieur, vous danseriez sur un volcan ! s'écria Mme de Lauzane.

—Et ils assisonnent ces actes jrémiades, continua Maurice, de méchantes plaisanteries, qui donnent à rire, malgré tout. Je vais vous en citer une que j'ai lue hier dans un journal hérétique, lequel journal a été saisi, comme de raison. Voici le fait :

"Un fervent royaliste d'Orléans, voulant fêter les officiers prussiens qui se trouvaient dans cette ville, invita les principaux d'entre eux à dîner dans son château situé sur les bords de la Loire. A la fin du repas, l'hôtelier placé à côté de droite lui demande l'heure. Il tire, avec une superbe montre à répétition. Le Prussien prend la montre, l'examine en curieux, et la met dans son gousset, pour garder, dit-il, le *petit horloge* en souvenir de son hôte. Notre royaliste faisait usage d'une très belle tabatière en or, que, par vanité peut-être, il laissait en évidence sur la table; un autre officier, son voisin de gauche, voyant disparaître la montre, s'empare de la tabatière en déclarant qu'il veut porter ce *petit cadeau* à sa femme, qui reste à Berlin. L'exemple devient contagieux, et tous les convives se lèvent, chacun emportant son souvenir dans sa poche.—Quand il s'agit du comte, il sera plus fidèle au roi qu'à sa femme.

—Dieu vous entende ! mais ces misérables créatures exercent un empire satanique sur leurs dupes et leurs victimes... Enfin, espérons, ou, plutôt, chassons cette mauvaise pensée. Encore une fois, adieu, chère comtesse, je reviendrai au fou ! murmura Maurice en s'éloignant dans son cabriolet : tous les dés sont jetés, à moi la partie... Dieu ! que les heures nous sont longues !

A. DE GONDRECOURT.

Institution de Mme Millet.—Nous appelons l'attention des mères de famille sur l'établissement de Mme MILLET, rue St Pierre, 99, entre Bourbon et Rampart. Cet établissement, qu'entourent les plus honorables sympathies, jouit, à plus d'un titre de la considération publique. Depuis dix huit ans qu'il existe, cette seule raison ne lui a jamais fait défaut. Cette ancienneté prouve que Mme Millet s'entend considérablement aujourd'hui, la directrice s'est attaché des professeurs de choix dont la méthode assure des progrès incontestables. Les jeunes enfants étant pour Mme Millet l'objet d'une tendre sollicitude, elle a pour eux une classe spéciale. Nous ne saurions trop recommander cet établissement à l'attention de ceux qui ont des services à rendre, de promettez vous, en cas de malheur, c'est à dire dans le cas où M. de Verneuil ne reviendrait pas, de vous retirer à la campagne, de vous y tenir cachée, et de ne vous montrer à Paris que lorsque vous serez bien certaine que votre nom ne sera plus prononcé par personne. Si vous me promettez cela, je vous rends, me promettez vous, en cas de malheur, c'est à dire dans le cas où M. de Verneuil ne reviendrait pas, de vous retirer à la campagne, de vous y tenir cachée, et de ne vous montrer à Paris que lorsque vous serez bien certaine que votre nom ne sera plus prononcé par personne. Si vous me promettez cela, je vous rends, me promettez vous, en cas de malheur, c'est-à-